



INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE : NÉCESSITÉ DE FINANCER DIRECTEMENT LES CONSOMMATEURS



Dr Pascale Hébel

Directrice associée chez C-ways

Membre du conseil scientifique de l'Institut for a Positive Food

Le changement climatique déclenche une série de défis complexes, allant de la diminution des récoltes à l'augmentation des prix alimentaires. Conjugés aux difficultés croissantes de logement, ces problèmes ont conduit à une exclusion alimentaire grandissante parmi une partie de la population française. L'insécurité alimentaire, en hausse depuis le choc inflationniste de 2023, a atteint un niveau alarmant de 37 %, marquant une augmentation spectaculaire par rapport aux 11 % de 2015. Malheureusement, l'aide alimentaire existante s'avère insuffisante pour répondre à cette crise croissante. De plus, les injonctions à cuisiner davantage ne tiennent pas compte des réalités vécues par les plus modestes. Il est impératif de reconnaître l'urgence de cette situation et de mettre en place des mesures efficaces pour garantir un accès équitable à une alimentation saine et durable pour tous les citoyens français, notamment en finançant directement les consommateurs.

CONTRAINTES ÉCONOMIQUES EN HAUSSE

En France plus que dans de nombreux pays européens, le poids des charges de logement n'en finit pas d'augmenter depuis les années 1960 (il est passé de 10,9 % en 1959 à 26,7 % en 2022). L'insuffisance de construction de logements au regard de la forte hausse du nombre de ménages, en raison des décohabitations (liées aux séparations) et d'une progression du nombre d'habitants a conduit à un renchérissement des loyers. Quant aux poids des dépenses en énergie, leur part fluctue au grès des crises géopolitiques. Cette hausse de la charge du logement touche surtout les classes modestes et moyennes inférieures et les jeunes générations. Celles-ci voient le rêve de l'ascenseur social s'éloigner. D'où une rancœur particulière à l'égard d'un système social qui, à les entendre, ne les protège plus des chocs économiques, voire les accable d'impôts. La crainte du déclassement et celle de tomber dans la trappe de la pauvreté sont grandes.

Cette progression des dépenses « contraintes » se traduit pour les ménages par l'obligation de diminuer les dépenses « arbitrables », notamment l'alimentation à domicile, qui correspond pourtant à un besoin de base. Les jeunes générations consacrent moins de 8 % de leur budget à l'alimentation, alors que la génération de leurs grands-parents y a consacré plus de 20 %¹.

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'insécurité alimentaire est une situation dans laquelle les individus ou les ménages n'ont pas un accès régulier et suffisant à une alimentation saine, nutritive et socialement acceptable. Cela peut se manifester de différentes manières, notamment par des difficultés à acheter des aliments de base en raison de contraintes financières, de l'inaccessibilité géographique aux marchés alimentaires, de la pauvreté, des crises économiques ou des chocs climatiques, entre autres facteurs.

Elle se mesure à partir de questions concernant la perception de l'alimentation issues du U.S. Household Food Security Survey Module (HFSSM) créé par le United States Department of Agriculture (USDA) en 1995. L'indicateur d'insécurité alimentaire (IA) existe en version US Adult FSSM courte en 6 questions validée par les chercheurs du National Center for Health Statistics (Blumberg et al. 1999). C'est celui qui a été utilisé dans l'enquête INCA3 de l'ANSES en 2015 et dans l'Observatoire des Vulnérabilités de la Fondation Nestlé.

¹ : Fanette Recours, Pascale Hébel et Raphael Berger, « Effets de générations, d'âge et de revenus sur les arbitrages de consommation », Cahier de recherche (Crédoc), n° 258, décembre 2008 et Thierry Mathé, Pascale Hébel, Martyne Perrot et Delphine Robineau, « Comment consommer les seniors ? », Cahier de recherche (Crédoc), n° 296, décembre 2012.



EXPLOSION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN 2023

Suite à la guerre en Ukraine et aux pertes de récoltes liées au changement climatique, les prix des matières premières ont connu une augmentation significative. Cette hausse inédite des prix a alimenté une inflation alimentaire sans précédent, avec une augmentation de 20,5 % entre janvier 2024 et janvier 2022. En conséquence, l'insécurité alimentaire émerge comme un problème de plus en plus préoccupant en France. Les chiffres sont alarmants, avec une augmentation de 37 % en 2023 par rapport à seulement 11 % en 2015, mettant en lumière l'ampleur croissante de cette crise au sein de la population française.

Cette réalité complexe touche particulièrement certaines catégories de population, notamment les jeunes, les femmes, les personnes seules et monoparentales, ainsi que les ouvriers. Une étude approfondie menée en 2023² par la Fondation Nestlé révèle que la majorité des individus en situation d'insécurité alimentaire (77 %) ne bénéficient pas d'aide alimentaire ou d'épicerie solidaire, principalement en raison de la honte associée à fréquenter ces lieux (« Je ne me sens pas à l'aise en allant dans ces centres »). Ce constat soulève un problème de non-recours préoccupant, avec près de 77 % de cette population évitant de faire appel aux aides disponibles. Cette population se compose généralement de personnes âgées, de femmes, d'origine française, présentant un IMC élevé et un état de santé précaire, ce qui accentue leur isolement au sein de la société. Cette stigmatisation contribue à l'isolement de cette population déjà vulnérable. Le recours à l'aide alimentaire révèle également des disparités territoriales significatives. En région parisienne, le recours est de 31 %, nettement plus élevé que dans les régions de l'Ouest (seulement 13 %) et du Sud-Ouest (15 %). Cette variation régionale souligne l'importance de considérer les spécificités géographiques dans la conception des politiques visant à combattre l'insécurité alimentaire.

Les caractéristiques des personnes en insécurité alimentaire sont variées. Elles se distinguent par un manque d'équipement en ustensiles de cuisine, des habitudes d'achat alimentaire fortement modifiées, une fréquentation accrue des magasins anti-gaspillage et des épiceries solidaires, ainsi que des pratiques alimentaires marquées par des sauts fréquents de repas et une consommation plus solitaire. Ceux qui sont en insécurité alimentaire ont été obligés (9 personnes sur 10) de modifier leurs achats alimentaires au cours des 12 derniers mois, en achetant plus de pâtes, riz, semoule, des conserves ou encore des plats tout prêts. Ils ont dû se priver d'aliments de qualité (bio ou label rouge) dans 71% des cas, manger moins de fromage (6 personnes sur 10), ou moins de fruits

et légumes (5 personnes sur 10). Il est également remarquable que la majorité de ceux en situation d'insécurité alimentaire ne peuvent pas consommer de protéines animales régulièrement, en raison de contraintes financières (93% de ceux qui sont en insécurité alimentaire contre 48% de ceux qui sont en sécurité alimentaire). 46% des personnes en insécurité alimentaire consomment des légumes une seule fois par semaine ou moins, 54% consomment des fruits une seule fois par semaine ou moins. Ils sont contraints d'avoir une alimentation très peu variée et peu équilibrée.

De plus, une grande partie de la population en insécurité alimentaire exprime une faible appétence pour la cuisine, considérant souvent cette activité comme une contrainte supplémentaire dans leur quotidien déjà difficile. Pour cette raison, ils consomment plus de plats tout prêts.

PERCEPTION DIFFÉRENTE SUR L'ALIMENTATION DE QUALITÉ

Les personnes en insécurité alimentaire définissent l'alimentation de qualité comme un repas équilibré et complet. Pour elles, un repas de qualité est celui qui fournit de la viande, des fruits, des légumes mais aussi une entrée, un plat et un dessert. Les quantités sont importantes pour répondre aux besoins nutritionnels essentiels.

D'autre part, pour les personnes en sécurité alimentaire, la notion d'alimentation de qualité revêt souvent une connotation différente. Pour elles, la qualité alimentaire est plutôt synonyme de saisonnalité, de produits locaux et d'aliments non-transformés. Elles attachent de l'importance à la fraîcheur et à l'origine des aliments, privilégiant les produits cultivés ou produits localement,

de saison, et minimisant les étapes de transformation industrielle. Cette approche met l'accent sur la connexion avec la nature, la préservation des saveurs authentiques des aliments, ainsi que sur les bienfaits potentiels pour la santé et l'environnement.

Ainsi, ces deux perspectives révèlent des priorités et des valeurs distinctes en matière d'alimentation de qualité, reflétant les réalités et les défis propres à chaque groupe. Alors que les personnes en insécurité alimentaire se concentrent souvent sur la satisfaction des besoins de base, celles en sécurité alimentaire sont davantage préoccupées par la provenance, la qualité intrinsèque et les implications environnementales et sociales de leur alimentation. Ces différences soulignent l'importance de prendre en compte les diversités culturelles, économiques et sociales dans la promotion d'une alimentation saine et durable pour tous.

²: Fondation Nestlé, 2023, 1er Observatoire des Vulnérabilités Alimentaires
<https://www.nestle.fr/sites/g/files/pydnoa566/files/2023-11/Etude%20Observatoire%20des%20vuln%C3%A9rabilit%C3%A9s%20alimentaires.pdf>

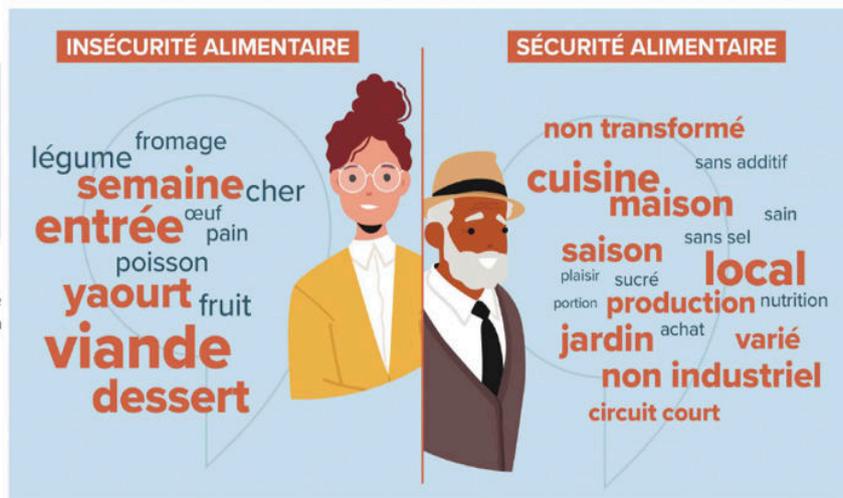


Des perceptions différentes associées à l'alimentation « de qualité »

Les personnes en insécurité alimentaire définissent l'alimentation de qualité comme un repas équilibré et complet; Pour les personnes en sécurité alimentaire, l'alimentation de qualité est plutôt synonyme de saisonnalité, de local et d'aliments non-transformés

« Une alimentation de qualité, c'est un repas cuisiné avec de la viande et des légumes, un dessert, un fruit et un yaourt »

Femme, 35-44 ans, couple avec enfant, petite commune, Bassin Parisien est, normo-pondérale



« Fruits et légumes sains, sans trop de produits industriels, ni produits transformés, de bonne qualité et fabriqués dans de bonnes conditions sans produits ajoutés »

Homme, 65 ans et plus, Personne seule, Très grande ville, Ouest, Normo-pondéral



Q : Pour vous qu'est-ce qu'une alimentation de qualité, comment la décririez-vous ? – base - Les mots significativement différents entre les 2 catégories / Base : 1000 individus de 18 ans et plus

L'insécurité alimentaire en France constitue un défi complexe qui demande une approche nuancée et diversifiée. Il est impératif de revoir les politiques agricoles et alimentaires actuelles en accordant une attention particulière aux besoins des consommateurs, et pas seulement à la production agricole, comme le prévoit actuellement la Politique Agricole Commune. Pour relever les défis de la biodiversité et du changement climatique, il est essentiel de rééquilibrer la répartition des aides entre les consommateurs et les agriculteurs.

Cette révision des politiques doit viser à garantir un accès équitable à une alimentation saine et nutritive pour tous les citoyens français. Elle doit prendre en considération les réalités socio-économiques des populations vulnérables et s'attaquer aux inégalités d'accès aux ressources alimentaires. De plus, en soutenant les initiatives visant à promouvoir la durabilité environnementale et la diversification des pratiques agricoles, ces politiques peuvent contribuer à atténuer les effets néfastes de l'agriculture intensive sur l'environnement.

En résumé, une approche holistique et équilibrée est nécessaire pour faire face à l'insécurité alimentaire en France. Cela implique une réforme des politiques agricoles et alimentaires pour mieux répondre aux besoins des consommateurs tout en favorisant la durabilité environnementale et la résilience des systèmes alimentaires face aux défis actuels et futurs.

Pour relever les défis de la biodiversité et du changement climatique, il est essentiel de rééquilibrer la répartition des aides entre les consommateurs et les agriculteurs

Suivez-nous sur les réseaux sociaux :

For A Positive Food

@In_PositiveFood